

**LA PERFORMANCE
VOUS OUVRE
LE MONDE**



GROUPE
MAROC
TELECOM



POLITIQUE

P.2-4

La révolution est en panne



POLITIQUE

**Vœux à la Nation :
Faure Gnassingbé
garde la main** P.5

INTERNATIONAL

**Jérusalem, capitale
d'Israël : le controversé
vote du Togo** P.6-7

NATION

**Les personnalités
ayant marqué l'année
2017** P.8-9

DVPT DURABLE

**Edem d'Almeida, le
Togolais qui transforme
les déchets en or**



P.12



SAHAM ASSURANCE VIE
VIE - DÉCÈS - CAPITALISATION

Rejoignez la grande famille



SAHAM
Assurance Vie | Togo

Avancez Librement

2018, ENTRE INQUIETUDES ET ESPERANCE !

La nouvelle année commence comme sa devancière s'est terminée : avec la reprise des manifestations, qui viennent rappeler à tous que la crise politique ne s'est pas éteinte avec 2017. Au cours d'une conférence de presse tenue en début de semaine, le groupe des 14 partis politiques de l'opposition a étalé le programme des mouvements à venir dans les prochaines semaines. Même allégé, il constitue tout de même une hypothèque sur les activités socio économiques du pays. Tous les secteurs souffrent déjà du ralentissement dû à cette crise, que la période des fêtes de fin d'année n'a pas corrigé ; celle de 2017 étant considérée comme l'une des pires connues par les commerçants depuis une décennie. L'annonce de la reprise des manifestations est donc une très mauvaise nouvelle pour notre économie, en tous points de vue.

Reste que la crise que le pays traverse depuis six (6) mois, ne saurait disparaître d'un coup de baguette magique. Les différents acteurs doivent faire preuve davantage de sens de responsabilité et privilégier l'intérêt commun.

De fait, l'opposition togolaise devra désormais sortir de la logique démagogique et stérile dans laquelle elle s'est auto-enfermée pour permettre une issue rapide à cette crise exaspérante. Elle doit faire sienne la culture du résultat en politique, qui consiste à comptabiliser à l'issue des combats menés, les gains obtenus, mis en rapport avec les efforts consentis et les moyens déployés. A cet exercice, l'on est bien obligé de faire le constat qu'après six (6) mois de manifestations, les seuls faits notables restent les blessés, les morts, les dégâts matériels et la semi paralysie de l'économie du pays. L'arrêt de ces manifestations est donc aujourd'hui un impératif, pour donner une chance non seulement au dialogue, mais peut-être surtout à la reprise économique, face aux difficultés et aux incertitudes dont souffre le secteur privé. Beaucoup l'ont dit et répété, notamment des voix autorisées de l'opposition : la stratégie du tout ou rien en l'état actuel des rapports de force, ne peut qu'aboutir à l'échec. Le G14 devrait donc changer son fusil d'épaules et considérer les réformes primaires et emblématiques comme prioritaires désormais.

Le pouvoir a aussi sa partition à jouer. Il a beaucoup entraîné les pieds à opérer les réformes, faisant douter ses adversaires de sa volonté réelle à les réaliser. Aujourd'hui il est allé au-delà de la simple volonté, en adoptant grâce à ses députés représentant la majorité qualifiée des 2/3 pour soumettre le texte constitutionnel au référendum. Il a donc le devoir patriotique de créer les conditions de l'instauration d'un niveau de confiance minimum, pouvant favoriser des discussions pour une sortie rapide de crise. La vie socio-économique doit être libérée de la prise en otage dont elle est victime de la part des acteurs politiques depuis le mois d'août. C'est le vœu que nous exprimons pour notre pays qui nous l'espérons, fera travailler son génie afin de solder définitivement les vieux contentieux politiques. Ceci est la condition sine qua non pour aborder les questions peut être encore plus importantes, que sont celles du développement et du bien être social. Bonne et heureuse année à tous !

La révolution est en panne

Ayi d'ALMEIDA

Jamais depuis 2011, la contestation politique n'a autant secoué le pouvoir togolais. Le mouvement né en août dernier sous l'impulsion du Parti National Panafricain (PNP), de par son ampleur, s'est inscrit dans les pas de ceux portés par le Collectif Sauvons le Togo (CST) ou encore par les différents regroupements des années 90, au plus fort du processus démocratique. Faisant naître le slogan « Togoviwo fon », littéralement « les Togolais se sont réveillés », récupéré par des individus qui ont très vite compris l'intérêt commercial qu'ils pouvaient tirer en l'imprimant sur des tee-shirts, vendus comme de petits pains sur les lieux des manifestations.

Pourtant, près de six (6) mois plus tard, la machine révolutionnaire semble grippée. Affaibli par une mobilisation en dent de scies et en toute hypothèse en deça de ce qu'elle fut en septembre-octobre, lâché par plusieurs soutiens moraux et financiers, miné par une sourde guerre de leadership, traversé par des courants anarchico-populistes, le groupe des 14 (G14) partis politiques, cherche un second souffle. Pendant ce temps, le pouvoir a retrouvé ses esprits et surtout repris la main. Passant même à l'offensive.

L'art de dilapider en quelques semaines le « capital mobilisation » que beaucoup analysait comme décisif dans son rapport de force avec le pouvoir et qui a fait braquer sur le pays les projecteurs du monde entier, y compris des inattendus comme ceux d'Al Jazeera : c'est l'exploit qu'a réussi l'opposition togolaise entre les mois d'août et décembre.

Des centaines de milliers de manifestants cumulés sur plusieurs jours et sur l'ensemble du territoire il y a encore deux (2) mois, on en dénombrait plus que quelques milliers pour les chiffres les plus optimistes courant décembre, avec à quelques jours de Noël un « pic » de deux mille (2.000) enregistré à Lomé, quasiment la seule ville où des « irréductibles » continuent « courageusement » à battre encore le pavé, même à quelques heures du Nouvel An (sic).

La révolution n'a pas de saison et ne connaît pas de trêve, fût-elle de confiseries, en effet. La faute ? A la systématisation ainsi qu'à la multiplication des mots d'ordre de manifestations sans objectifs précis. Comme si, manifester était en soi, l'ultime but. L'opérationnalisation diligente des réformes institutionnelles et constitutionnelles qui fondait tous les mouvements depuis une décennie, a été presque reléguée au second plan au profit d'une démarche insurrectionnelle et de la chimérique « démission sans conditions de Faure Gnassingbé ». Au final, en dehors du crédit d'avoir mobilisé des dizaines de milliers de Togolais dans la rue, et celui d'avoir confirmé la lame de fond dans le pays aspirant au changement, le G14 peut difficilement revendiquer quelque avancée, de son fait, sur le terrain des réformes, où il est davantage attendu. Bien au contraire, l'initiative de celles-ci a été l'œuvre de la majorité qui a mobilisé ses députés pour adopter la limitation du mandat présidentiel et les élections présidentielles au suffrage universel à deux tours, tandis que les élus membres de la coalition de l'opposition quittaient l'hémicycle ; presque un paradoxe. Comble de camouflet pour le G14, après l'adoption par les 2/3 des parlementaires tous issus de la majorité de la limitation de mandat et des élections présidentielles à deux tours, si le référendum annoncé se soldait par un oui, la paternité des réformes sera attribuée à Faure Gnassingbé.



Les manifestants de l'opposition dans la rue

ATCHADAM-FABRE : Je t'aime moi non plus

Avant le 19 août, Tikpi Atchadam refusait toute idée de coalition avec les autres forces de l'opposition. Au nom de la « mission divine » personnelle qu'il aurait reçue d'Allah. Depuis, avec l'appel lancé à son « grand frère » Jean-Pierre Fabre, les choses ont évolué. Il se retrouve au sein du G14 avec ce dernier, rejoint opportunément par plusieurs autres formations politiques. Qui perd, qui gagne ?

Indiscutablement, le leader du PNP est aujourd'hui le maître du jeu dans l'opposition, en attendant un jour la confirmation par les urnes. A chaque mobilisation, le rouge, la couleur du parti est dominant, noyant largement l'orange de l'ANC. Pourtant, à la constitution de la coalition, il avait été proposé qu'aucune formation n'arbore ses couleurs lors des manifestations. Refus catégorique du parti de monsieur Fabre, nous a rapporté un participant à la réunion. Le représentant du PNP avait alors lancé : « si vous voulez une démonstration de force, c'est peine perdue. Le rouge va noyer l'orange ». Sa prédiction se confirme. Dans les cortèges, sur les barrages improvisés, les barricades, à Lomé comme dans plusieurs villes de l'intérieur, le rouge fait la loi.

Les journaux locaux font leur une sur Tikpi Atchadam tandis que les médias internationaux se l'arrachent. Ses interviews sont recherchées et ses publications courues sur les réseaux sociaux. Pendant les manifestations auxquelles il ne daigne pas participer, c'est lui la « guest star » au lieu de chute. Au point où il peut annuler une manifestation prévue pourtant de longue date par la coalition depuis les antennes de TV5 Monde ; ou encore imposer au G14 l'interdiction de manifester les vendredis, jour de la prière musulmane.

Toutes choses qui ont le don d'agacer furieusement Jean-Pierre Fabre et son parti. Qui pourtant, en saisissant la main tendue

par Tikpi Atchadam au lendemain du 19 août, pensait avoir flairé le bon coup : récupérer à peu de frais, un mouvement plutôt réussi alors que le sien était en bout de souffle depuis plusieurs années. Malheureusement, les tentatives de prendre le leadership des manifestations en égrenant son statut officiel de chef de file de l'opposition et en se prévalant d'un droit d'ainesse dans la contestation du régime, furent vaines. Même le surréaliste appel à la démission de Faure Gnassingbé et à l'armée de se ranger derrière son commandement sur une table depuis le carrefour commercial de Déckon, sensé lui permettre de s'imposer face aux autres leaders, n'a pas prospéré. « En tendant la main à Fabre, Atchadam n'a jamais envisagé lui concéder la tête de la contestation. Il a voulu changer de stratégie et avait besoin pour sa réussite, des militants de l'ANC. Fabre en saisissant la main, pensait faire d'Atchadam un second couteau. En fait, ce fut un marché de dupes » commente un analyste.

De fait, au sein de l'état-major de l'ANC, l'alliance avec le PNP et la ligne actuelle sont de plus en plus remis en cause. Pas assez fortement et trop tard cependant pour revenir en arrière. Car la crainte, qui part d'un constat réel, est que vu l'état de l'opinion, un clash PNP-ANC serait lu en défaveur de cette dernière. Si les attaques ne sont donc pas officielles, certains lieutenants n'arrivent plus à retenir leurs coups. Comme Francis Pédro Amuzun ou encore Edem Atansi qui sur sa page facebook, moque le général absent du terrain ; allusion faite à l'« exil volontaire » de Tikpi Atchadam.

La prière des cadres de l'ANC est que la crise passe et que le PNP soit confronté au suffrage universel : « et là, au bord de la rivière on verrait quelle jarre est plus grande que l'autre », commente un de ceux-ci, en reprenant en français, une vieille maxime ewé.

(Suite à la page 4)

LA PERFORMANCE VOUS OUVRE LE MONDE



GROUPE
MAROC
TELECOM

moov.tg

Le Groupe Maroc Telecom, leader des solutions télécoms en Afrique, et Teddy Riner, double champion olympique de judo et 9 fois champion du monde, partagent tellement de valeurs de respect, de confiance et de générosité qu'ils ne pouvaient que se rencontrer.

Nous visons les mêmes objectifs : transmettre notre savoir-faire et notre modèle unique de réussite pour que chacun puisse atteindre l'excellence.

Nous construisons un même rêve : donner à chaque togolaise et togolais le pouvoir de réaliser ses projets, d'apprendre, de se comprendre, d'entreprendre et de réduire les distances entre les pays et les hommes.

La révolution est en panne ?

(Suite de la page 2)

Qui passerait ainsi, en quelques mois de l'image d'un chef d'Etat réfractaire au changement, à celle du président qui aura fait faire au Togo, des sauts qualitatifs en matière constitutionnelle et institutionnelle. Pour la postérité et pour l'histoire.

CHERCHE SOUTIENS :

Outre la mobilisation qui s'effrite, le G14 doit compter avec les soutiens qui se raréfient. D'abord sur le plan financier, l'argent étant le nerf de la guerre et des manifestations. Celles-ci coûtent chères comme l'a reconnu Fulbert Attisso, le leader de « Notre Cause Commune », chez nos confrères de Nana FM.

Elles étaient financées pour une bonne part par des cagnottes provenant des milieux issus de la diaspora, plus ou moins identifiés et avec la transparence réduite à sa plus simple expression. Au plus fort des manifestations, les sommes qui parvenaient à la coalition par différents circuits étaient importantes, pouvant atteindre une dizaine de millions par semaine.

Les mauvaises langues soutiennent d'ailleurs que c'est pour continuer à bénéficier de cette manne financière dont il ne faut attendre par ailleurs aucun compte, que les manifestations sont maintenues. Dans tous les cas, la tendance est baissière : les généreux donateurs hyper motivés au départ par l'idée de la chute imminente du régime, se rebiffent de plus en plus, comprenant que l'addition risque d'être au final plus lourde que prévue ; Faure Gnassingbé étant visiblement encore bien place.

A cela, il faut ajouter que la caisse du PNP, plus fournie, alimentée par les réseaux ethno-religieux ne se confond pas avec celle du G14 ; le parti de Tikpi Atchadam préférant jouer solo sur le plan financier. De fait, la coalition commence à être confrontée à des difficultés financières, qui vient compliquer un climat déjà lourd et

délétère, sur fond guerre de leadership et de désaccord sur la méthode de la poursuite du combat.

Ensuite sur le plan des soutiens moraux. Au début de la crise, plusieurs voix nationales, quelque peu disparues, volontairement ou involontairement inaudibles jusqu'alors, tout comme des personnalités internationales se sont prononcées ouvertement en faveur des mouvements en cours. C'est le cas de Me Jean Dégli, Pr Magloire Kuakouvi, Dany Ayida etc., des anciens présidents ghanéen et nigérian Jerry Rawlings et Olusegun Obasandjo, de l'homme politique béninois Albert Tévoédjré, voire du ministre gambien des Affaires étrangères Ousainou Darboe qui, quant lui, a carrément franchi le Rubicon, appelant au départ de Faure Gnassingbé au mépris des règles diplomatiques, provoquant ainsi l'ire de Lomé.

A défaut de prendre position ouvertement, certaines chancelleries occidentales regardaient et murmuraient derrière leur mur, toute la sympathie qu'ils avaient pour « cette révolution harmattan du Togo », tandis que les opposants écumaient les salons de plusieurs leaders de la sous-région, dont ils avaient l'oreille attentive.

En six (6) mois les choses ont véritablement changé. Les positions de plusieurs leaders d'opinion locaux ont évolué, ou en tout cas connu des nuances. Les Universités Sociales du Togo (UST) du Pr David Dosseh, proche de l'Alliance Nationale de Changement (ANC) ont pris position par exemple contre le départ avant la fin de son mandat de Faure Gnassingbé. Dani Ayida et le Pr Magloire Kuakouvi demandent au G14 de privilégier l'opérationnalisation des réformes à une chimérique démission du chef de l'Etat, tandis que Me Jean Dégli dénonce la « prolongation inutile des manifestations sans une réelle volonté de trouver des solutions aux problèmes ».

l'international, monsieur Darboe s'est platement excusé de son impair diplomatique et rentré dans les rangs en soutenant les positions et les initiatives de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Obasandjo et Rawlings ont fait du rétropédalage et exprimé leur désolation à Faure Gnassingbé ainsi qu'il l'a confirmé lui-même. Tévoédjré assure pour sa part n'avoir pas eu à l'époque, toutes les cartes en main.

Plus généralement, l'opposition est de plus en plus isolée, comme l'a révélé Focus Infos dans sa parution précédente N° 194 ; la communauté internationale exigeant d'elle d'aller au dialogue avec le pouvoir, tandis que la communauté sous-régionale et ses leaders leur fermant la porte de leurs palais, en dehors des messages fermes et directs pour un dialogue intertogolais. Signe des temps : une manifestation annoncée de résidents togolais à Accra a été réprimée par les forces de l'ordre, tandis qu'elle était interdite à Dakar.

C'est qu'après plusieurs semaines de manifestations préjudiciables pour le pays, beaucoup qui considéraient comme légitimes les revendications à l'opérationnalisation des réformes et les soutenaient se sont rebiffés. Face d'abord au mot d'ordre changeant au fil des jours et à des revendications illisibles et fantaisistes. Ensuite à cause du caractère violent, avec l'instrumentalisation de la religion et de l'ethnie que le PNP a imprimé au mouvement, longtemps nié par ses leaders mais qui ne résiste pas aux faits et à l'analyse. Enfin pour l'homogénéité qui n'est qu'apparente au sein du G14, où chacun joue au fond sa propre partition et élabore son agenda caché.

De fait, les soutiens assumés ou plus discrets du début prennent leurs distances avec un mouvement dont ils n'arrivent plus à saisir ni le sens ni l'objectif. Au point où l'un des



JJ Rawlings ancien président du Ghana

leaders intellectuels l'ayant inspiré, l'ancien ministre François Boko, en soit lui-même obligé de s'en éloigner, tactiquement, pour jouer sa propre carte. Début d'une prise de conscience du retournement des choses ? Les messages de l'ex-commandant Olivier Amah installé au Ghana qui campe le conseiller militaire et insurrectionnel de certains membres du G14, sont désormais reçus avec beaucoup de circonspection et le pont semble être coupé avec d'autres.

FAIRE LES REFORMES :

Dans ce contexte, la tentation sera grande pour le pouvoir de jouer la montre sur le terrain des réformes. Et même, sous la pression de quelques « faucons », de les renvoyer aux calendes grecques. En effet, l'opposition à cause de ses incohérences et de son

inconsistance a perdu peu à peu la main au profit du régime en place, dans le rapport de force imposé depuis cinq (5) mois, et qui lui était plutôt favorable, en plusieurs points de vue. Mais ce choix, qui ferait une lecture erronée de la situation, serait une grave erreur.

Car, en dépit de l'inconstance de l'opposition et de son incapacité à incarner pertinemment les aspirations de ses partisans, il y a une forte demande d'évolution constitutionnelle et institutionnelle dans le pays, doublée d'une exigence de progrès politiques et économiques.

De fait, la paix et la concorde sociales, nécessaires à la poursuite et au renforcement des chantiers socioéconomiques en cours, ne peuvent être préservés qu'au prix des réformes souhaitées.

ELECTIONS OU INSURRECTION ?

Cela a toujours été l'un des drames de l'opposition togolaise : ne pas trancher entre les velléités insurrectionnelles de son courant anarchico-populistes et le choix de la participation à une vie politique institutionnelle avec pour point d'orgue, les élections.

De fait, dans la même coalition, il est fréquent de trouver des partisans du renversement du régime par les armes, ceux par la rue et l'insurrection et ceux qui optent pour les urnes. Dans ce contexte, personne ne relève l'incongruité d'une situation dans laquelle, des formations politiques légalement constituées, qui au terme de l'article 6 et suivants de la Constitution concurrent à la formation et à l'expression de la volonté politique du peuple, exigeant d'elles le respect de la Constitution, des lois et des règlements, participent depuis des lustres à des élections, dont certaines ont des élus à l'Assemblée nationale, sont pourtant dans la rue. Non pas pour exiger la révision du cadre électoral et favoriser une meilleure compétition, mais plutôt pour renverser par la rue, leurs adversaires politiques, qui par ailleurs les avaient battus dans les urnes.

Que des organisations spontanées ou de la société civile, étrangers à la compétition électorale et à la vie politique s'engagent dans des mouvements type insurrectionnels ; cela peut être soutenable. Il l'est beaucoup plus difficilement pour des partis politiques qui doivent se confronter à leurs adversaires et laisser les urnes trancher.

Tous ces mouvements mésestiment les dispositions pertinentes de l'article 148 de la Constitution qui stipule que toute tentative de renversement du régime constitutionnel par le personnel des forces armées, ou de sécurité publique, par tout individu ou groupe d'individus, est considéré comme un crime imprescriptible contre la nation et sanctionnée conformément aux lois de la République.



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé
Tél. +228 22 35 77 66 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

• **Directeur de Publication**
Ekpé K. AGBOH AHOUELETE
• **Rédaction**
Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique
Ibrahim SEYDOU
• **Collaboration**
Edem QUIST
Essénam KAGLAN

Wilfried ADEGNKA
• **Distribution**
Bernard ADADE
• **Maison du journalisme**
Casier N°49
• **Imprimerie**
Imprimerie 1 Rois 17
BP. 8043 Lomé Togo
Tél. +228 90054237
99587773

• **Conception**
Focus Yakou Sarl
Tél: +228 22 26 01 91
+228 22 19 78 20
Lomé Togo
• **Tirage**
2500 exemplaires

VŒUX A LA NATION :

Faure Gnassingbé garde la main

✎ Marc ABOFLAN

Connu pour sa parole rare, le président Togolais, Faure Gnassingbé a dans son discours de vœux à la nation prononcé mercredi dernier, dressé un bilan presque positif au terme d'une année 2017 marquée par des manifestations populaires qui réclamaient son départ, avant de déclinier des perspectives prometteuses.

« L'année 2017 a permis à notre pays d'enregistrer des succès qui méritent d'être reconnus et renforcés en vue d'en élargir la portée et les retombées », a déclaré le chef de l'Etat.

« Conformément aux engagements pris, j'ai veillé avec le gouvernement à l'intensification de nos efforts d'assainissement des finances publiques, et un accent particulier a été mis sur la rationalisation des dépenses. Le déficit primaire s'est ainsi amélioré, avec une incidence positive sur la réduction de la dette publique », a-t-il notamment fait savoir.

Par ailleurs, indique le président Togolais, « l'amélioration des conditions de vie de nos concitoyens et la diversification des mécanismes de soutien de l'Etat aux couches les plus vulnérables de la population sont restées des préoccupations constantes ».

En guise d'exemple, a-t-il dit « une attention particulière a été portée à l'inclusion sociale à travers des programmes ambitieux et volontaristes, dotés des moyens adéquats », selon Faure Gnassingbé. « Je considère comme des signaux encourageants, le dynamisme observé dans la prise en charge par les communautés à la base des questions de développement. Il en est de même des premiers bons résultats notés dans le secteur de la santé, quelques mois après l'introduction de la gestion contractualisée dans les structures pilotes d'Atakpamé et de Blitta », s'est-il réjoui.

Toutefois, reconnaît le chef de l'Etat, « si des avancées ont été réalisées dans plusieurs secteurs, l'animation de la vie politique, en revanche, n'a pas toujours été à la mesure de la profonde aspiration du peuple togolais à la concorde et à la paix ».

Le dialogue et un référendum en vue

« Le Togo a fait le choix de la démocratie. Cela implique une

architecture institutionnelle stable, qui se conforte progressivement en s'adaptant aux évolutions légitimes souhaitées par le peuple. Il implique aussi que l'ensemble des acteurs politiques accepte de se conformer aux règles, et d'exercer ses prérogatives dans le respect des droits et libertés de tous les citoyens » a rappelé le président togolais.

Il a appelé les Togolais à « transcender leurs divergences » pour faire évoluer le cadre institutionnel et politique, tout en préservant le tissu social. Et pour lui, seul le dialogue peut permettre de retrouver le chemin du progrès. S'agissant justement des réformes constitutionnelles (limitation du mandat présidentiel et modification du mode de scrutin), Faure Gnassingbé a souligné que c'était au peuple, seul détenteur de la souveraineté nationale, de se prononcer sur ces réformes. Autrement dit par voie référendaire. « Le Togo mérite que chacun d'entre lui nous donne le meilleur, a-t-il poursuivi. Et le meilleur en mon sens, c'est de valoriser, entretenir et préserver les acquis, puis d'œuvrer à améliorer l'existant en opérant les réformes qui s'imposent dans le respect des principes de l'Etat de droit et de la démocratie.

C'est dans cette optique, que j'ai pris au mois de septembre dernier avec le gouvernement l'initiative de proposer à la représentation nationale une révision de la Constitution, qui limite désormais à deux le nombre des mandats présidentiels et législatifs, et qui introduit, pour l'élection du président de la République, un mode de scrutin uninominal à deux tours. Conformément à notre loi fondamentale, c'est maintenant au peuple togolais tout entier, seul détenteur de la souveraineté nationale, qu'il appartient de se prononcer librement.

« Dans l'Etat de droit que nous construisons, nous ne pouvons pas



Faure GNASSINGBE Président de la république

prétendre substituer des voix plus autorisées au suffrage universel », a-t-il martelé.

Les jeunes au centre des perspectives

Une rencontre présidentielle pour les jeunes togolais a été également annoncée par le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé, dans son message.

Elle permettra au Président togolais de recueillir les attentes des jeunes et de débattre, avec eux, des différents projets qu'il compte mettre en œuvre pour cette couche. Pour le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, la jeunesse togolaise, connue pour son dynamisme et son engagement, mérite d'être soutenue et accompagnée. Et il demeure persuadé « que les solutions les plus pertinentes aux problématiques de l'éducation, de l'emploi et de l'insertion des jeunes sont celles qui sont nourries » par les réflexions et contributions des jeunes, indique-t-il.

Comme projets annoncés par le Président Faure Gnassingbé pour les jeunes, figurent ceux relatifs à la récompense du mérite scolaire, au renforcement de l'autonomie, et

à l'appui à l'entrepreneuriat.

Plus loin, indique le chef de l'Etat, un quota allant jusqu'à 20 % pour les entreprises des jeunes et des femmes dans l'attribution des marchés publics ainsi qu'un allègement des procédures à ces derniers sont prévus.

Abondant dans le sens de l'importance de la formation professionnelle pour les jeunes, le Président Faure Gnassingbé indique qu'un « accent sera mis sur la qualité de la formation professionnelle, car c'est d'elle que proviennent les outils et compétences nécessaires à une réelle participation des jeunes au développement ».

Comme mesure concrète annoncée, dix nouveaux instituts de formation, à l'instar de l'Institut de Formation pour l'Agro-Développement (IFAD) dont les travaux de construction ont démarré en début du mois de décembre 2017, seront créés au cours des cinq années à venir. Ces instituts formeront pour des domaines à grand besoin de main d'œuvre tels que la logistique, le bâtiment, les transports et le

numérique.

Un faisceau d'annonces qui rassureront, sans doute, les jeunes togolais en ce qui concerne la prise en compte de leurs préoccupations dans la politique sociale du mandat en cours du chef de l'Etat togolais, Faure Essozimna Gnassingbé.

« ON VEUT DES ACTIONS »

Réagissant sur la radio BBC, le leader du Parti national panafricain (PNP), Tikpi Atchadam dit ne pas comprendre le président togolais dans son mouvement.

« Il dit une chose et son contraire, il avance dans son discours et il recule, je ne saisis pas son mouvement », a-t-il lancé avant d'ajouter que le chef de l'Etat a exprimé sa volonté de discuter avec eux mais, poursuit-il, « la main tendue du président est une main armée ».

Pour le prouver, l'acteur politique de l'opposition évoque la continuation des arrestations et des violations de droits de l'homme et des enlèvements et il y a encore, selon lui, cent (100) personnes arrêtées lors des manifestations pacifiques et qui croupissent en prison.

« Les mesures d'apaisement pour lesquelles le président guinéen, Alpha Condé a travaillé, ne bougent pas. Il a seulement libéré des imams et c'est tout », regrette M. Atchadam. A la coalition des 14 partis politiques de l'opposition, on a foi au processus de négociation conduit par les présidents guinéen et ghanéen et on s'attend en ce début d'année à ce que toutes les mesures d'apaisement seront réalisées pour que le dialogue puisse être effectif. « La balle est dans le camp du pouvoir qui ne veut pas bouger ; il parle du dialogue et en même temps, il en a peur », estime Tikpi Atchadam.

Monsieur Faure Gnassingbé est venu provoquer les Togolais. Il ne propose pas la solution, mais il l'impose, estime pour sa part Eric Dupuy, l'un des responsables de la coalition de l'opposition.

20% DES MARCHES PUBLICS AUX JEUNES ENTREPRENEURS : A QUELLES CONDITIONS ?

L'une des mesures phares du discours des vœux du Chef de l'Etat est l'attribution jusqu'à 20% des marchés publics aux jeunes entrepreneurs et aux femmes. Cette annonce saluée par l'ensemble du secteur privé se heurte cependant aux dispositions communautaires.

En effet, la directive UEMOA 04/05 en son article 2 repris d'ailleurs dans le décret de 2009 portant Code des marchés publics, interdit toute

mesure ou disposition s'apparentant à des quotas, au nom du principe de la non discrimination. La proposition, en l'état, mésestimerait cette directive, et serait inapplicable.

Sauf à faire prévaloir les procédures allégées adoptées dont la directive les concernant a été adoptée en 2014 sous la présidence togolaise, mais dont les projets de texte de transposition transmis par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics

(ARMP) ne sont pas encore signés. Ismaël Tanko, directeur général de Togo Timati se réjouit de cette annonce tout en rappelant que cette disposition est déjà prévue dans la Charte des Petites et Moyennes Entreprises et Industries, vieille de cinq (05) ans, et qui n'a jamais été mise en œuvre. « C'est une promesse qui nous réjouit en tant que jeune entrepreneur car si cette mesure, déjà contenue dans la charte des PME/PMI venait à

être appliquée, elle constituerait une véritable bouffée d'oxygène pour les jeunes entrepreneurs et un moyen supplémentaire de promouvoir les entreprises et produits locaux. En plus, cette mesure pourra pousser davantage de jeunes entrepreneurs, encore dans l'informel à se formaliser afin d'en bénéficier et du coup, générer un retour en matière de fiscalité » explique-t-il.

Pour Gabin Mensah, promoteur de

l'entrepreneuriat des jeunes dans la zone Lomé-Est, il en faudra plus que l'effet d'annonce pour les convaincre.

« Si les 20% des marchés publics pourraient être d'une manière ou d'une autre le levier dont les entrepreneurs ont besoin pour soulever haut ce domaine, on ne peut que l'apprécier à sa juste valeur. Reste maintenant à joindre l'acte à la parole », a-t-il souhaité.

JERUSALEM, CAPITALE D'ISRAËL :

Le controversé vote du Togo

✎ Marc ABOFLAN

Le 21 décembre dernier, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) prononçait sur une résolution parrainée par la Turquie et le Yémen, relative au statut de Jérusalem, en réponse à la décision unilatérale de Donald Trump de reconnaître cette ville comme capitale d'Israël.

A une large majorité, (128 votes favorables, 35 abstentions et 9 votes défavorables) l'ONU a condamné la décision du président américain. Au décompte final, si les résultats ne surprennent guère les analystes au faite des questions de relations internationales, un curieux choix, celui du Togo, seul pays africain à avoir voté contre la résolution. Décryptage d'un vote controversé.

Le président Trump n'a visiblement pas eu le dernier mot à l'ONU. Malgré ses menaces de sanctions financières à peine voilées, l'assemblée générale de l'ONU a condamné le 21 décembre dernier sa décision de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, malgré les menaces directes des États-Unis, qui avaient bloqué ce même texte trois jours plutôt au Conseil de sécurité.

Reprenant le même langage de la résolution à laquelle Washington avait opposé son veto au Conseil, la résolution de l'assemblée générale considère que toute décision qui vise à altérer la nature, le statut et la composition démographique de Jérusalem "n'a aucun effet juridique, et est nulle et non avenue".

Cette résolution avait été proposée par le Yémen en tant que président du Groupe arabe au sein de l'ONU et la Turquie en sa qualité de président du Sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) à l'ONU. S'en est suivi le parrainage d'une trentaine de pays, dont le Maroc, pour enfin avoir un total de 128 voix pour et 9 contre, avec l'abstention de 35 pays.

La résolution appelle aussi à "inverser les tendances négatives qui compromettent la solution à deux Etats et l'intensification et l'accélération du soutien et des efforts internationaux et régionaux visant à parvenir, sans tarder, à une paix globale, juste et durable dans le Moyen-Orient".

Le texte de l'ONU vient en réponse à la décision du président Donald Trump annoncée le 6 décembre, qui avait aussi promis de déménager l'ambassade américaine de Jérusalem. Cette décision "doit être annulée conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité", a souligné le texte voté jeudi, appelant les pays à

s'abstenir d'établir des missions diplomatiques à Jérusalem.

UN VOTE SURPRENANT

Malgré les menaces du président américain, plusieurs des partenaires traditionnels des USA ont choisi de voter contre le

abstenu sur les grandes questions nécessitant une prise de position comme la dernière. « Cette décision doit certainement répondre à des impératifs diplomatiques du pays, l'ambassadeur, M. Kpadeyo n'a fait qu'exécuter les ordres venues de Lomé » reconnaît-il tout en déplorant qu'il n'ait pas eu de

toute l'Afrique.

« S'agissant du statut d'Etat non membre observateur accordé par l'Assemblée générale des Nations Unies à l'Autorité palestinienne, le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a estimé que ce vote n'était pas de nature à faciliter une reprise des pourparlers directs entre Israéliens et Palestiniens, prévus par les accords d'Oslo » explique Ricard Zogning, chercheur en relations

islamique (OCI) à Istanbul. « Nous proclamons Jérusalem-Est capitale de l'Etat de Palestine et appelons les autres pays à reconnaître l'Etat de Palestine et Jérusalem-Est comme sa capitale occupée », ont-ils ajouté.

UNE VIEILLE AMITIE
AVEC ISRAËL

A Lomé, le ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine justifie ce vote par la longue amitié qui lie Togo et Israël. « La coopération entre les deux pays remonte en effet au début des années 1960 et s'est véritablement renforcée à partir de 2005 où la diplomatie togolaise a amorcé un nouveau tournant avec l'arrivée au pouvoir de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé qui, dans sa stratégie de diversification des partenaires du Togo, a orienté sa vision vers les pays émergents en faisant de la coopération sud-sud un levier du développement. Dès lors, les deux Etats se sont résolument engagés dans un partenariat fondé sur l'entraide mutuelle et la promotion développement socio-économique et politique. » rappelle un document du ministère de Robert Dussey.

Cette relation bilatérales entre le Togo et l'Israël a pour fondement, un certain nombre de textes :- Accord commercial signé le 03 juillet 1961 à Jérusalem ; - Accord de coopération technique signé le 14 août 1961 à Lomé ; - Accord de coopération signé le 12 avril 1964 à Jérusalem ; - Accord de coopération culturelle signé à Jérusalem le 12 avril 1964 ; - Traité d'amitié signé le 12 avril à Jérusalem ; - Echanges de lettres relatives aux visas d'entrée et de sortie sur les passeports diplomatiques et de service signé le 09 mai 1965 à Jérusalem ; - Accord portant création de la Grande Commission Mixte de coopération Israël- Togo signé le 18 décembre 1990 à Jérusalem ; - Accord de coopération économique, scientifique, technique, culturelle et sociale signé le 18 décembre 1990 à Jérusalem.

Cette coopération a pris un nouvel élan avec la visite de haut niveau effectuée, en mai 2009, par le Premier Ministre togolais Gilbert Houngbo, qui s'était rendu à cette occasion au salon Agritech de Tel Aviv.

(Suite à la page 7)



Poignée de mains entre Faure GNASSINGBE et le Premier ministre israélien Benjamin NETANYHOU

pays de Donald Trump. Mais le choix de Franck Kokou Kpayedo, représentant du Togo aux Nations Unies, au nom de son pays a surpris plus d'uns. Pourquoi le Togo, petit pays encastré dans l'Afrique de l'Ouest a choisi d'aller contre la position de l'Union africaine (UA), mais également celle de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dont le président togolais Faure Gnassingbé est président en exercice, ou encore celle l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) dont le Togo est membre.

Pour l'OCI, il s'agit d'une « attaque flagrante contre les nations arabes et musulmanes ». La quasi-totalité de la communauté internationale, qui n'a jamais reconnu Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu, ni l'annexion de sa partie orientale en 1967, s'oppose à la décision que mènent actuellement les Etats-Unis.

Pour M. Adjévi Da Sylveira, ancien diplomate togolais, ce vote togolais est très inhabituel dans la mesure où malgré les très fortes relations qui lient le Togo à Israël, sur la crise au Proche-Orient et la question de Jérusalem, le Togo s'est toujours

débat national sur la question.

Pour lui, les menaces américaines ne sont pour rien dans cette décision du Togo. Les Etats Unis ont des partenaires commerciaux plus importants qui ont voté pour la résolution et le Togo ne ne fait même pas partie des pays qui bénéficient de l'aide la plus importante de la part des Etats Unies.

UNE POSITION
TRADITIONNELLE ÉBRANLÉE

Sur la question de la Palestine et de Jérusalem, le Togo a toujours gardé une position qui répond aux idéaux de la communauté internationale. Il s'agit d'une position équilibrée qui se résume ainsi : reconnaissance et sécurité pour Israël en échange de la création d'un Etat palestinien.

En réalité, le Togo s'est toujours aligné sur la position de l'UA qui prône la coexistence de deux Etats vivant en paix et se reconnaissant mutuellement. La seule voie pour parvenir à cette solution est de nature pacifique et à ce titre le Togo a toujours condamné avec force le terrorisme qui menace non seulement Israël mais aussi

internationales à Montréal. Selon lui, le débat, la concertation et l'esprit de compromis doivent inspirer les négociateurs plutôt que les affirmations unilatérales. En clair, le Togo a toujours souhaité que les négociations parviennent à un accord définitif avec les palestiniens garantissant une paix durable dans la région et la sécurité pour Israël. Une position ébranlée par ce vote pro-Israël.

Le Togo était par ailleurs représenté au plus haut niveau, lors du sommet extraordinaire de l'OCI à Istanbul, où les leaders ont appelé la communauté internationale à reconnaître Jérusalem-Est comme capitale d'un Etat palestinien en riposte à la décision de Trump de considérer la ville sainte comme capitale d'Israël.

« Nous rejetons et condamnons fermement la décision irresponsable, illégale et unilatérale du président des États-Unis reconnaissant Jérusalem comme la prétendue capitale d'Israël. Nous considérons cette décision comme nulle et non avenue », ont déclaré les leaders musulmans dans un communiqué publié à l'issue d'un sommet de l'Organisation de la coopération

JERUSALEM, CAPITALE D'ISRAËL :

(Suite de la page 6)

A partir de cette visite, la coopération entre le Togo et l'Israël s'est véritablement illustrée dans le domaine agricole ainsi que celui de l'éducation et du renforcement des capacités.

En vue d'intensifier les relations entre les deux Parties, une mission interministérielle s'est rendue en Israël, à la suite de trois (03) visites d'une délégation israélienne au Togo en décembre 2011, mars et mai 2012, afin de se familiariser avec les nouvelles technologies agricoles, notamment en matière de maîtrise de l'eau et de l'irrigation parfaitement adaptées à la configuration des cultures au Togo et dont les Israéliens ont une expertise reconnue. A l'issue de cette mission de formation en Israël, des projets ont été élaborés en vue du renforcement de la coopération agricole entre le Togo et Israël.

En matière de coopération scientifique, le Gouvernement israélien octroie régulièrement aux étudiants, aux chercheurs et aux agents de l'administration togolaise des bourses d'études dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la coopération interuniversitaire, de la recherche scientifique, de la médecine et de l'agriculture.

Le Président de la République togolaise, Faure Gnassingbé a effectué deux visites d'Etat en Israël, en novembre 2012 et août 2016.

A L'AVANT-GARDE DES RELATIONS ISRAËLO-

AFRICAINES

Si le Togo a pris le risque de se mettre à dos toute la communauté internationale et surtout les pays islamiques, c'est pourtant un vote sans surprise pour le Dr Fayewa, enseignant-chercheur à l'Université de Lomé, « tant le Togo a affiché sa volonté de rapprocher Israël du continent africain. ».

Le pays s'était même engagé à abriter le premier sommet Israël Afrique, qui a fini reporté sine die. Ce premier événement du genre a été conçu par Africa-Israel Connect et proposé aux deux gouvernements togolais et israélien qui ont marqué leur accord. Il aurait dû réunir dans un même lieu pendant 5 jours officiels israéliens et africains.

Benjamin Netanyahu était annoncé aux travaux ainsi que de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement africains. Les thèmes de la sécurité, de la lutte contre le terrorisme, mais également sur les questions relatives au partenariat dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau, de la santé étaient prévues pour être abordés. Le sommet aurait également consacré à l'utilisation des nouvelles technologies comme levier de développement.

Le choix du Togo pour accueillir ce premier sommet Afrique-Israël a été naturel pour les dirigeants d'Africa-Israel-Connect. En effet, « le pays est à la fois un fidèle ami d'Israël et un hub dynamique en Afrique de l'Ouest » soulignent les

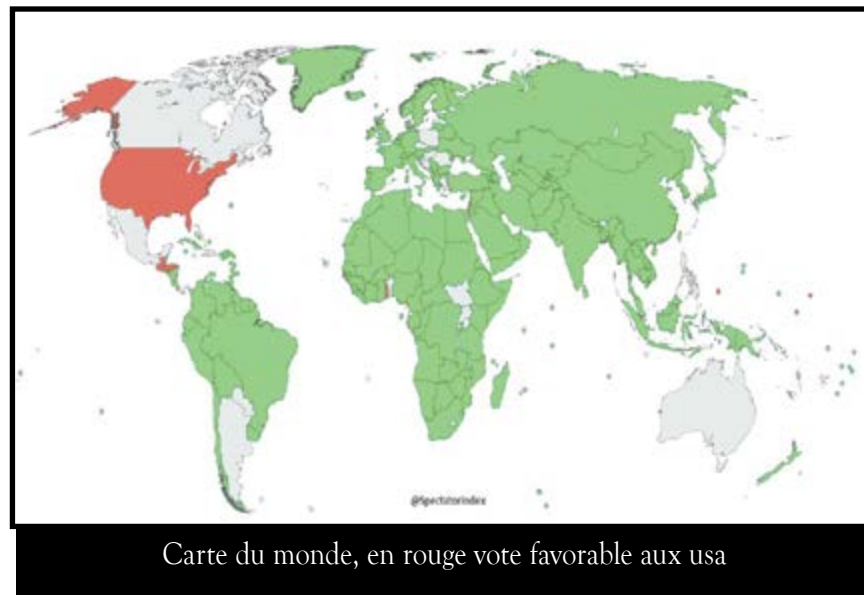
responsables de l'association.

« L'Afrique est en proie à des difficultés et Israël détient la clé pour l'aider », a déclaré le chef de l'Etat togolais de Lomé lors de sa visite en Août 2016 dans ce pays. « L'ambition du président Faure Gnassingbé est de réunir toute l'Afrique à Lomé pour définir les contours d'un nouveau partenariat entre l'Afrique et Israël. Ce sommet permettra de tracer les frontières de la renaissance de la relation historique entre notre continent et l'Etat hébreu », a rappelé le chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey, au cours de sa visite en Israël.

Officiellement, c'est la situation politique interne au Togo qui a conduit à cette décision de report, mais des pressions de l'Afrique du Sud et de pays maghrébins ne seraient pas non plus totalement étrangères à cette décision. « Israël essaie de retrouver son statut d'observateur à l'Union africaine, mais il y a des pays africains qui sont influencés par des pays arabes ou par d'autres nations qui ne sont pas favorables à Israël. L'Algérie, par exemple, joue un rôle négatif. L'Afrique du Sud, même si nous avons des relations diplomatiques, poursuit une politique très critique à l'égard d'Israël. L'Iran, qui joue un rôle en Afrique, promeut elle aussi une politique anti-israélienne sur le continent. » renseigne la célèbre ambassadeur d'Israël à Paris, Aliza Bin Noun.

Un contexte national contraignant

Si la position du gouvernement est restée aussi tranchée en faveur d'Israël, il faut y voir plusieurs raisons, explique un observateur. Primo et la moindre, les Togolais ont eu peur de perdre les quelques dollars que leur apportent les USA en venant à leur aide sur plusieurs plans avec par exemple les fameux programmes d'aide au développement. Des programmes qui accordent des subventions à des projets de développement visant à promouvoir et soutenir le processus de démocratisation dans le pays, à sensibiliser et à prévenir le VIH / SIDA, à promouvoir les droits de l'homme et à améliorer les conditions de vie de base des togolais. « Des milliers de Togolais auraient bénéficié de ces programmes et auraient vu s'améliorer leur santé, leur situation économique et leur niveau de vie. » explique une source à Lomé. Les autorités togolaises ont donc



Carte du monde, en rouge vote favorable aux usa

pris en considération le chantage du président américain Donald Trump de retirer son aide aux pays qui ne le soutiendraient pas. Secundo, la proximité du président togolais avec les Israéliens. « Nombreux des proches conseillers de Faure Gnassingbé sont juifs » rappelle un opposant.

La dernière raison, sans doute la plus importante est que le régime de Faure Gnassingbé est secoué depuis plusieurs mois par une contestation sans précédent. « Israël est un partenaire clé sur le plan sécuritaire du pouvoir de Lomé », rappelle une source sécuritaire renseignée. C'est le pays qui fournit Lomé en matériels militaires et qui forme les services de renseignement togolais. Lomé ne peut pas prendre le risque de se mettre à dos ces partenaires en ces périodes de turbulences politiques, rappelle M. Da Sylveira. Il faut également noter que les réseaux d'affaires israéliens sont très prospères et ont le vent en poupe à Lomé.

Une source non officielle confirme que les raisons de ce vote sont essentiellement à la politique intérieure : « Lomé a beaucoup d'éléments établissant des liens entre certains pays arabes et les mouvements en cours dans le pays, avec le PNP comme instrument. De fait, les autorités du pays ont voulu faire passer un message très clair à ces pays : nous restons maîtres chez nous, y compris en prenant des positions minoritaires au profit d'Israël. » commente notre source.

La France comme à son habitude a certainement dû passer une consigne de vote officieuse à plusieurs pays dont le Togo à l'ONU, rappelle cet ancien diplomate, qui explique que si le Togo est allé contre le vote de la France, c'est que la France n'a pas fait grand-chose pour Lomé au plus fort de la crise. « Le couple Trump-Netanyahu sont des alliés plus sûrs qui savent récompenser

la loyauté et la fidélité » explique-t-il. Comme l'a rappelé Nikki Haley, les Etats Unis ont noté les noms de ceux qui ont voté en leur faveur.

CONSEQUENCES FACHEUSES ?

Il est vrai que la décision togolaise a provoqué l'ire du monde musulman qui ne voit pas d'un bon œil la décision de Trump et la tentative de Lomé de rapprocher Israël du continent. Le Togo aurait simplement pu s'abstenir comme plusieurs autres pays d'Afrique, souligne l'imam de la mosquée de l'Université de Lomé.

Au moment où des partis politiques tentent d'islamiser une partie du pays, cette prise de position contradictoire de Lomé risque d'attirer des soutiens supplémentaires dans les pays musulmans sunnites au Parti National Panafricain, à l'avant-garde de la contestation de l'opposition.

La décision du président américain de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël est « un dangereux précédent diplomatique au Proche et au Moyen-Orient », peut-on lire dans un communiqué publié par la Fondation Pax Africana.

« La décision du Président Trump aura pour conséquences d'attiser des rancœurs dans le long conflit israélo-arabe dont les tentatives de résolution sont au point mort (...) », ajoute le communiqué.

La Fondation dirigée par l'ancien Premier ministre Edem Kodjo, estime que la décision des Etats-Unis aura comme effet, à très court terme, d'isoler Washington dans le monde, de saper tous les efforts de paix durable et sincère aux Proche et Moyen-Orient, et ramènera le monde à des temps sombres que plus personne ne souhaite vivre en ce XXIe siècle. Contacté par le rédaction de Focus Infos, la fondation n'a pas souhaité se prononcer sur la prise de position togolaise.

Qui a voté pour ou contre la résolution contre les Etats Unies aux Nations Unies

128 pays ont voté en faveur de la condamnation de la décision de Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale israélienne et d'y déplacer l'ambassade américaine. 9 se sont opposés; 35 se sont abstenus, et 21 ne se sont pas présentés.

Abstentions :

Argentine-Australie-Bénin-Bhutan-Bosnie-Canada-Croatie-République Tchèque-République dominicaine-Equateur-Guinée-Fiji-Haïti-Hongrie-Jamaïque-Latvia-Lesotho-Mexique-Panama-Paraguay-Philippines-Pologne-Roumanie-Rwanda-7 petits iles-nations-Soudan du

sud-Ouganda.

Votes contre :

USA-Israël-Guatemala-Honduras-Iles Marshall-Micronésie-Palau-Togo-Nauru.

Voici les pays qui reçoivent l'aide la plus importante des Etats-Unis et leur vote:

Afghanistan: Pour
Israël: Contre
Egypte: Pour
Irak: Pour
Jordanie: Pour
Pakistan: Pour
Kenya: n'a pas voté
Nigeria: Pour
Tanzanie: Pour
Ethiopie: Pour

Les personnalités ayant marqué l'année 2017

Chaque année, de nouvelles pages, heureuses ou malheureuses s'écrivent dans la vie de notre Nation. Si tous les citoyens en sont acteurs, certains le sont davantage. De par leur position, mais surtout à travers leurs engagements ou leurs contributions à la société, prise au sens large. Parfois sous le feu des projecteurs, mais bien souvent dans l'anonymat voulu ou imposé. Certains en sont récompensés ; mais ils sont souvent minoritaires. FOCUS INFOS a choisi désormais, d'en honorer chaque année quelques uns, à travers cette rubrique consacrée aux personnalités qui ont marqué l'année qui vient de s'écouler. La liste ne se prétend pas exhaustive, puisqu'il a fallu faire des choix ; nécessairement subjectifs, mais motivés par l'impact des actions des lauréats. Elles sont classées dans 8 catégories.

POLITIQUE

Faure Gnassingbé : Le phénix

Considéré il y a encore peu par beaucoup comme fragilisé et même donné sur le départ, le Président de la République a repris peu à peu la main et imprime désormais le rythme du débat politique. En 6 mois, il a réussi à contenir la contestation, restructurer son parti politique, convaincu ses pairs de la sous-région et la communauté internationale qu'il reste maître de la situation. S'il a été en difficultés au début au milieu du 3^e trimestre 2017, il a terminé 2017 en de meilleures postures. Il peut être considéré comme l'homme politique de la fin d'année.



Tikpi Atchadam : Le nouveau gourou.

Il est indéniablement l'homme politique de l'année écoulée, toutes tendances confondues. Encore inconnu de la grande majorité de ses compatriotes huit mois plutôt quoique présent sur la scène depuis des lustres, il s'est en quelques semaines forgé une stature de leader, contestant dans la pratique le chef de l'opposition à celui qui le détient officiellement et légalement, Jean-Pierre Fabre. A la tête du Parti National Panafricain (PNP), il est devenu aujourd'hui un acteur incontournable de la vie politique togolaise, malgré les accusations d'instrumentalisation de la religion musulmane et de sa communauté qui lui collent à la peau.



Gilbert Bawara : le fidèle du Président.

«On peut tout reprocher à Gilbert, sauf sa fidélité et sa loyauté » dit de lui un intime de Faure Gnassingbé. De fait, au plus fort de la crise, alors que beaucoup autour du Chef de l'Etat rasaient les murs et peu dans l'entourage étaient assez courageux pour porter la parole présidentielle, Gilbert Bawara était au four et au moulin. Prenant tous les coups, mais ne se privant pas d'en donner au passage. Pendant toute la période d'extrême tension, il fut la voix et le visage du pouvoir, assumant cette charge avec conviction sans frémir. Avec lui, l'opposition a eu un vis-à-vis tenace et convaincu.



Yark Damehame : La force tranquille.

Il a été certainement le ministre le plus sollicité pendant la période d'extrêmes tensions, avec les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, les blessés et les morts dans les deux camps. Mais aussi celui le plus pris à partie, par les leaders politiques, les réseaux sociaux. Il est cependant resté imperturbable, fidèle au poste, sans excès et sans faillir. Beaucoup à sa place en aurait été affecté, mais ce grand croyant, qui a fait une longue carrière dans le système de sécurité et de renseignement du pays, n'en a rien laissé apparaître. « Yark n'est pas un faible et c'est un homme de devoir » dit fièrement de lui, un de ses familiers que nous avons contacté.



ECONOMIE

Clément Ahialey, l'homme discret

Quelques mois après avoir fait la une des journaux cités dans l'affaire des Panama Paper's, le très discret Clément Ahialey a réussi à se faire élire à la tête de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), une association qui représente près de 20% du PIB togolais. La bataille pour la succession de José Symenouh a été pourtant rude, avec d'un côté les patrons togolais qui voulaient porter un des leurs à la tête de l'association, tandis que les expatriés militaient pour l'élection de Thierry Feraud, le directeur de la Brasserie BB, arrivé à Lomé six mois à peine avant les élections. Clément Ahialey un poids lourd de secteur privé togolais, avec les entreprises Amexfield Togo Steel, Diamond Cement et Fortia.



Endre RYGH, le bâtisseur

En 2017, à la tête du groupe Heidelberg Cement, il a offert un joyau au Togo, avec l'usine de ciment d'Awandjelo. D'une valeur de 7,5 milliards de FCFA, il représente le plus important investissement privé allemand au Togo depuis la reprise de la coopération entre les deux pays. Doté d'une capacité de 250 000 tonnes de production par an, l'unité située au nord du pays va porter la production nationale à plus de 2 000 000 tonnes par an et soulager les clients du septentrion obligés jusque-là de s'approvisionner à Lomé.



Kako Nubukpo, l'homme qui ne veut plus du CFA

Depuis son départ du gouvernement, le professeur Kako Nubukpo, est devenu la figure de proue de la lutte contre le franc CFA, qu'il pourfend à chaque occasion. En décembre, sa suspension du poste de Directeur de la Francophonie économique et numérique à l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) à la suite de la tribune qu'il a publié dans le Monde Afrique intitulée « Franc CFA : les propos de M. Macron sont "deshonorants pour les dirigeants africains", a encore donné une dimension internationale à son combat auprès d'une jeunesse africaine avide de couper le cordon ombilical de la France-Afrique. Très sollicité par les médias internationaux sur les sujets économiques, le prof Kako fait partie des Togolais les plus en vue de l'année écoulée.



Thomas Koumou Dodji, le combattant de la bonne gouvernance

Le président de « Veille Economique », Thomas Dodji Koumou s'est donné pour mission de sensibiliser l'opinion publique sur la mauvaise gouvernance. Pour l'année 2017, ses sujets de prédilection ont été « Togocom », le Franc CFA, la bonne gouvernance, la récession économique, l'exploitation du phosphate ou encore la production du pétrole par le Togo. Sur ce dernier sujet, l'expert en économie et finance a été obligé de présenter ses excuses car les données sur lesquelles il s'est fondé pour étayer son argumentaire ne sont pas celles du Togo mais de la Côte d'Ivoire. Et c'est là justement que le bât blesse avec lui : son manque de rigueur que lui reprochent ses détracteurs qui l'accusent de faire du show médiatique et non du travail scientifique.



ENTREPRENARIAT

Ismael Tanko, le prodige de l'or rouge

À 33 ans, Ismaël Tanko a conscience d'être le porte-étendard d'une nouvelle génération d'entrepreneurs. L'heureux promoteur de Tim Agro et de sa petite conserverie spécialisée dans la purée de tomates n'en est pas peu fier. « Nous sommes passés d'un chiffre d'affaires de 400 000 F CFA pour 800 bocaux vendus lors de la campagne 2015-2016 à 9,1 millions de F CFA à l'issue de la suivante. Celle de 2017-2018 pourrait atteindre 53,3 millions de F CFA », se félicite Ismaël Tanko.



(Suite à la page 9)



Les personnalités ayant marqué l'année 2017

(Suite de la page 8)

Achille Amétépé NOUSSIA, l'homme de Civic bag

Il est le concepteur de CivicBag, sac fabriqué à base des matières recyclées, notamment, le papier ciment, résistant, réutilisable, personnalisable et biodégradable. Ceci pour amener les populations à moins recourir à l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables. Cette initiative lui a permis de recevoir trois distinctions en 2017: le 1er prix du Forum International pour le Développement de l'Entrepreneuriat en Afrique (FIDEA), le 1er Prix du Forum Kpékpe 2017 (un forum organisé par la diaspora togolaise) et le 2ème prix du Must Young Influential Entrepreneur Days (MYIED 2017).



Akoko Félicité KOUBLANOU-HOUNSIME, « l'amazone » qui combat la traite des enfants

Madame KOUBLANOU Félicité est une figure emblématique du monde associatif togolais. Avec plus de 25 ans d'engagement sans faille en faveur des droits des femmes et des enfants du Togo, elle est une personnalité respectée de tous les interlocuteurs institutionnels. Son action, pendant toutes ces années, est celle d'une grande professionnelle, compétente, fiable, inventive et persévérante. Très sensible à la détresse des plus fragiles, elle ne reste pas les bras croisés face à la souffrance des autres. Au cours de l'année 2017, elle a été un acteur clé dans le plaidoyer sur la budgétisation sensible à la protection de l'enfant en tant que Coordinatrice du Réseau de Lutte contre la Traite des Enfants au Togo (RELUTET). C'est ce que combat qui lui vaut cette place parmi les acteurs qui ont fait l'année 2017 au Togo. Son engagement lui a valu les insignes d'Officier de l'Ordre National du Mérite le 17 octobre 2017, remises par l'Ambassadeur de France au Togo, Marc VIZY.



Venunye Lucia ALLAH-ASSOGBA, la VRP des produits locaux

A 25 ans, Venunye Lucia Ahoefa Allah-Assogba fait partie des jeunes qui ont marqué l'année 2017 au Togo. Entrepreneure et engagée dans le secteur de l'économie verte, sa détermination et son abnégation ont été récompensées par le premier prix Jeune entrepreneur(e) francophone qui lui a été décernée à Paris le 24 Novembre en présence de Madame Michaëlle Jean, Secrétaire générale de la Francophonie, et de l'Honorable Francine Landry, Ministre de la Francophonie du Nouveau Brunswick.

« Togossime » -qui littéralement veut dire marché togolais- l'entreprise que la jeune dame a créée en 2013 lorsqu'elle était encore sur les bancs de l'université et qui fait la promotion des produits locaux est née de l'idée de mettre en place une structure, une sorte de vitrine qui fait la visibilité des produits togolais.



SOCIAL

Victoire Dogbé : la dame de la base

Derrière cette dame à la fois affable et calme, se cache une travailleuse acharnée dont le rôle est au quotidien de travailler à améliorer les conditions de vie des couches les plus vulnérables. Elle, c'est Victoire Sidemehogbé, ministre du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des Jeunes. Elle est présente sur tous les fronts. Jeunesse, emploi des jeunes, mieux-être des couches les plus vulnérables, etc. Quand elle ne coordonne pas les activités de la Présidence de la République ou de son ministère, elle écumule villes et hameaux du pays à la rencontre des populations que son travail de tous les jours impactent. Les différents projets et programmes qu'elle coordonne ont eu pour mérite de toucher directement ou indirectement plus de 100.000 togolais. Impactant sérieusement le recul de la pauvreté au sein des communautés les plus vulnérables.



SOCIÉTÉ

Pr Dodji KOKOROKO : Le réformateur

Ses compétences et son expertise ne souffrent d'aucune contestation, en dépit des procès réguliers en sorcellerie dont il fait l'objet. Sa légitimité à la tête de l'Université de Lomé non plus. A preuve, tous ceux qui ont eu l'occasion de visiter l'UL cette année peuvent en témoigner : elle est en pleine transformation, en tous points de vue, infrastructures que pédagogie. La volonté de réforme est affichée et assumée : le plus jeune président de tous les temps de l'UL a de grandes ambitions pour son institution ; la hisser au sommet des meilleures institutions d'enseignements supérieurs de la sous-région. La résistance au changement de quelques individus « malintentionnés » ne semble le troubler outre mesure : « pour que l'Université de Lomé saisisse les opportunités qui s'offrent à elle, il faut une révolution individuelle et collective des mentalités »commente-t-il.



Dr Michel Kodom: le médecin des démunis

Cette année encore, le « médecin des démunis » était sur le terrain, « amenant » l'hôpital vers les populations. Plus de 19500 patients ont été ainsi consultés et soignés gratuitement grâce à l'ONG qu'il dirige, AIMES AFRIQUE. Mais aussi 1700 patients opérés gratuitement, 3238 personnes dépistées gratuitement du VIH/SIDA etc...



(La suite dans la prochaine parution)

PROMO SPECIALE SUR TOUS LES GENERATEURS JCB*



13
KVA

5.500.000 FCFA

20
KVA

5.800.000 FCFA

45
KVA

6.500.000 FCFA

* Dans la limite du stock disponible



Bd Eyadema BP 332 Lomé Tél. 22 23 31 00
cfaotogo@cfao.com

DISTRIBUTEUR OFFICIEL



La Banque Mondiale tire son bilan de l'année 2017

✎ Ibrahim SEYDOU

Pour la Banque Mondiale, l'économie mondiale a repris des couleurs, mais l'année qui s'achève a été marquée par nombre d'événements dramatiques et des évolutions préoccupantes. Des tempêtes et des inondations catastrophiques se sont abattues sur l'Asie du Sud et les Caraïbes, dévastant les foyers et les moyens de subsistance des populations. Sur le front de l'éducation, la qualité n'est pas au rendez-vous dans de nombreux pays, alors même qu'une grande partie du monde est entrée à vive allure dans l'ère numérique. Malgré tout, l'extrême pauvreté continue de décliner (a), les innovations et les progrès technologiques contribuent à l'amélioration de la qualité de vie, tandis que le capital humain représente désormais la principale composante de la richesse mondiale. Revue 2017 de l'institution onusienne.

1. Des millions de personnes confrontées à la famine et nécessitant une aide d'urgence

On estime qu'environ 83 millions de personnes dans 45 pays ont eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 2017 – un chiffre supérieur de 60 % à celui de 2015. Le Yémen détient le triste record du plus grand nombre d'habitants en situation d'insécurité alimentaire : 17 millions de Yéménites (a) n'ont pas accès à une nourriture suffisante et plus de 3 millions d'enfants, de femmes enceintes et allaitantes souffrent de malnutrition aiguë. Les conflits et fragilités, les déplacements de population massifs, le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles sont autant de facteurs qui aggravent l'insécurité alimentaire pour des millions de personnes dans le monde, alors que la demande alimentaire mondiale est appelée à augmenter d'au moins 20 % au cours des 15 prochaines années.

2. Les émissions mondiales de CO2 sont reparties à la hausse

Les émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO2), qui sont en grande partie à l'origine du changement climatique, ont augmenté de 60 % entre 1960 et 2014. Le 12 décembre 2017, soit deux ans jour pour jour après la signature de l'accord de Paris, le One Planet Summit rassemble dans la capitale française des chefs d'État et des dirigeants du monde entier. Alors que ces leaders internationaux réaffirment leur détermination à lutter contre le changement climatique en appelant à des actions concrètes, les concentrations de carbone n'ont jamais été aussi élevées depuis 800 000 ans. Après trois années de stagnation, les émissions mondiales de carbone sont reparties à la hausse en 2017.

3. Des catastrophes naturelles en série

Des ouragans d'une violence inédite, des pluies de mousson torrentielles et des inondations historiques ont emporté des vies et détruit des infrastructures des Caraïbes à l'Asie du Sud en passant par les États-Unis. En Sierra Leone et en Colombie, des glissements de terrain provoqués par de fortes pluies ont fait des centaines de morts. Le nombre de catastrophes naturelles – des événements qui font plus de 10 morts ou plus de 100 sinistrés (a) – a quadruplé depuis les années 60.

Quand une catastrophe frappe, elle n'affecte pas tout le monde de la même manière : si les pauvres ne représentent qu'une infime partie des pertes économiques dues aux catastrophes

naturelles, ils en payent le plus lourd tribut. Selon le rapport Indestructible (a) paru en 2017, il est indispensable d'investir dans la résilience socio-économique des populations pour briser le cercle vicieux des catastrophes naturelles et de la pauvreté.



Jim Yong Kim Président de la Banque Mondiale

4. Le capital humain représente les deux tiers de la richesse mondiale

La richesse est le patrimoine qui permet à un pays de produire des revenus (PIB) et de croître. Quand un pays investit dans sa population, sa richesse augmente et sa croissance économique s'accélère. Le capital humain, c'est-à-dire les compétences, l'expérience et le dynamisme d'une population, constitue la plus grande richesse des nations.

Ce capital représente plus de 65 % de la richesse de l'ensemble des pays dans le monde entier, mais seulement 41 % de celle des pays à faible revenu. Plus un pays est développé, plus la part du capital humain est importante. L'enjeu est d'autant plus important que les progrès technologiques rapides exigent des pays qu'ils investissent sans attendre dans leur population pour espérer être compétitif dans l'économie de demain. Une nouvelle publication, intitulée The Changing Wealth of Nations 2018: Building a Sustainable Future, qui paraîtra en janvier 2018, se penche sur cette problématique.

5. Une crise des apprentissages

L'éducation est l'un des investissements les plus fructueux qu'une société puisse consentir en faveur de ses enfants, mais aussi de son capital humain. Il existe pourtant aujourd'hui une crise des apprentissages. Selon le Rapport sur le développement dans le monde 2018, (a) la situation de l'éducation varie fortement à l'intérieur d'un même pays et d'un pays

à l'autre, en quantité comme en qualité. Dans les pays les plus pauvres, moins d'un enfant sur cinq à l'école primaire possède les compétences requises en maths et en lecture. Des centaines de millions d'enfants à travers le monde entrent dans la vie adulte sans avoir

acquis ne seraient-ce que les compétences nécessaires à la vie. Une étude à venir examinera les effets de l'éducation sur la mobilité économique entre les générations. Par exemple, environ 12 % des adultes nés dans certaines économies subsahariennes à faible revenu dans les années 1980 sont plus instruits que leurs parents, contre plus de 80% de la même génération dans certaines parties de l'Asie de l'Est.

6. Malnutrition et retard de croissance : un fléau qui touche et bride des millions d'enfants

Les premières années de la vie sont cruciales : c'est entre la naissance et six ans que le cerveau d'un individu se développe le plus rapidement (a). Une mauvaise nutrition pendant l'enfance peut avoir des conséquences profondes et durables sur les capacités d'apprentissage, la santé et la rémunération future. Le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance a globalement diminué depuis 1990, mais il a augmenté en Afrique subsaharienne, de près de 45 millions en 1990 à 57 millions en 2015. Si la tendance actuelle n'est pas inversée, le continent africain ne parviendra pas à atteindre l'objectif mondial visant à réduire les retards de croissance de 40 % d'ici 2025. Il est d'autant plus important d'investir dans la petite enfance que les emplois de demain exigeront des générations futures des compétences nouvelles et toujours plus sophistiquées.

7. Les mariages précoces ont de lourdes conséquences sur les personnes et les économies

Chaque jour, plus de 41 000 filles se marient avant l'âge de 18 ans. Elles sont 15 millions chaque année à connaître ce sort. Un nouveau rapport montre comment un mariage précoce affecte durablement les principales intéressées, mais aussi leurs enfants, leur famille et même leur pays. Cette pratique a des effets en cascade : les filles ont moins de chances de poursuivre des études secondaires, sont plus susceptibles d'avoir leur premier enfant avant l'âge de 18 ans, ont en général des revenus inférieurs et sont davantage exposées aux violences domestiques. Si l'on parvenait à mettre fin aux mariages précoces à l'horizon 2030, les gains réalisés chaque année en termes de bien-être pourraient se chiffrer à plus de 500 milliards de dollars par an à l'échelle mondiale.

8. La population mondiale est jeune. Et sans emploi.

Alors que l'emploi est l'une des principales voies de sortie de la pauvreté, 60 % des 15-24 ans dans le monde sont au chômage. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, la population des 15-24 ans a régulièrement augmenté, jusqu'à atteindre 525 millions en 2015, soit près de la moitié de la population jeune mondiale. L'insertion des jeunes dans le monde du travail est essentielle pour leur inclusion sociale, économique et politique, sans compter que le chômage nourrit les mécontentements et les troubles sociaux et politiques. De plus, de nouvelles recherches montrent que les gens aspirent à gagner des revenus plus élevés qu'auparavant, à mesure que l'accès à Internet augmente. Rien qu'en Afrique, où vivent 1,2 milliard de personnes, on compte 226 millions de nouveaux smartphones connectés à Internet à la fin de 2015.

9. La valeur du capital naturel et de la biodiversité est sous-estimée

Les moyens de subsistance de plus d'un milliard de personnes dans le monde dépendent des forêts, un secteur qui engendre chaque année plus de 600 milliards de dollars. La biodiversité animale, végétale et marine constitue le « capital naturel » grâce auquel les écosystèmes fonctionnent et les économies sont productives. Or, la planète connaît une perte de biodiversité dramatique. Le changement climatique, le braconnage, la surexploitation des ressources halieutiques et la pollution, conjugués à la dégradation des forêts, des paysages et des écosystèmes, aggravent fortement la vulnérabilité des habitats naturels. Si l'on découvre encore aujourd'hui de

nouvelles espèces – comme l'orang-outan de Tapanuli en Indonésie –, près d'un quart des mammifères dans le monde sont menacés d'extinction selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

10. Environ la moitié des élections dans le monde sont jugées libres et équitables

La majorité des pays du monde sont des démocraties. Les élections sont l'un des mécanismes les mieux établis dont les citoyens disposent pour renforcer le devoir de responsabilité et la prise en compte effective de leurs exigences. Et pourtant, ces scrutins sont de plus en plus perçus comme inéquitables (a). Tel est le constat de l'édition 2017 du Rapport sur le développement dans le monde – La gouvernance et la loi, qui met aussi en évidence une baisse de la participation électorale à travers le monde depuis la moitié des années 40. Selon les auteurs du rapport, les citoyens ordinaires et les groupes marginalisés tendent à considérer que les partis politiques sont peu enclins à représenter et relayer leurs exigences. De fait, les partis sont considérés dans le monde entier comme l'institution politique la moins digne de confiance.

11. Il est de plus en plus facile de créer une entreprise

Au cours des 15 dernières années, le délai nécessaire à la création d'une entreprise a été divisé par deux. Pourquoi est-ce important ? Parce qu'un secteur privé dynamique crée les emplois indispensables pour transformer les pays et les communautés. Le projet Doing Business (a) a recensé près de 3 200 réformes de l'environnement des affaires dans 186 économies depuis 2003. C'est dans le domaine de la création d'entreprise que ces réformes ont été les plus nombreuses. Les délais pour lancer une PME sont passés de 52 à 20 jours en moyenne dans le monde.

12. Les énergies renouvelables ont le vent en poupe

Les sources d'énergie renouvelable transforment le système de production électrique dans le monde. La tendance est constante : chaque année, la capacité installée et les niveaux d'investissement dans le renouvelable établissent de nouveaux records au détriment des combustibles fossiles. Solaire, éolien, hydroélectricité, géothermie et biomasse : en 2016, les capacités d'énergies renouvelables installées dans le monde ont augmenté de plus de 160 gigawatts, ce qui représente un investissement de près de 297 milliards de dollars. Environ un cinquième de la production mondiale d'énergie provient de sources renouvelables qui, à elles seules, ont constitué l'année dernière plus de la moitié des nouvelles capacités électriques installées dans le monde.

Les quinzaines commerciales de Lomé ont fait flop

✎ Patrick SANGA

À chaque fin d'année, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo et ses partenaires organisent la quinzaine commerciale de Lomé. Une fête foraine pour les dernières promotions commerciales de l'année. L'événement était à sa 33^e édition du 15 au 31 décembre derniers. La nouveauté, deux sites ont simultanément accueilli la foire : Lomé et Adétikopé. Tout était donc bien parti pour que l'événement soit une pleine réussite comme les années précédentes. C'était sans compter avec la crise sociopolitique que traverse le pays. Les exposants, les participants et visiteurs n'ont pas vraiment été au rendez-vous.

Donner un coup de pouce aux opérations commerciales les deux dernières semaines de l'année. Offrir une occasion de choix aux opérateurs économiques et aux jeunes entrepreneurs de faire de bonnes affaires au cours de la même période. Permettre aux populations d'avoir un large choix d'articles pour les fêtes de fin d'année en un seul lieu. C'est entre autres les raisons qui poussent chaque année la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) et ses partenaires à organiser les « grandes quinzaines commerciales ». Pour cette 33^e édition, la fête foraine de fin d'année a inauguré un nouveau site à Adétikopé.



Vue partielle de l'espace restauration-boissons

En effet, le 18 décembre, Essohouna MEBA, président de la CCIT a inauguré le site d'Adétikopé. Dans la même journée, Leguezim BALOUKI, ministre du Commerce, Guy Madjé Lorenzo, ministre de la Communication et d'autres autorités ont inauguré le site du centre-ville. C'est donc en mode décentralisé que la 33^e foire de fin d'année de Lomé a eu lieu. Après la coupure du ruban inaugurale, les différentes personnalités ont souhaité voir les

activités bien se passer. À l'arrivée, on peut difficilement parler de succès.

Quand Adetikope ravit la vedette à Lomé

La délocalisation de la foire à Adétikopé a été fortement appréciée non seulement par la population locale mais aussi par les exposants quoique les affaires ne fussent pas au rendez-vous. La place de la foire était le parc d'attraction de cette

fin d'année dans cette bourgade au nord de Lomé, un des cantons de la nouvelle préfecture d'Agoè. A la tombée de la nuit, jeunes et personnes âgées se donnent rendez-vous dans les nombreux débits de boisson disséminés sur l'espace foraine à la grande satisfaction des tenanciers qui s'en sortent bien alors que les autres exposants, faute de clients ruminent leur colère.

Dénis Tété Kouma, exposant les

pagnes traditionnels Kenté venu de Tsévié, confie : « Nous sommes presque à la fin et je peux dire que ça n'a pas marché. Nous avons tout de même aimé la délocalisation. Elle permettra le développement de cette partie du Togo ».

Certains, pragmatiques, trouvent que la première édition de toute foire est toujours empreinte de morosité. Tel est le cas de Colette, dont la boutique est spécialisée dans la vente des produits italiens. « Je n'ai fait que cinq jours ici ensuite j'ai confié la gestion de mes deux stands à ma sœur et moi même je suis allée à la quinzaine à Lomé. Je peux dire que comparativement on a fait plus d'affaires à Adétikopé qu'à Lomé puisqu'ici des gens viennent de Lomé et de Tsévié acheter », souligne-t-elle, tout en plaidant pour une meilleure communication lors des prochaines éditions. « Une foire est avant tout une question de visibilité mais cet aspect est souvent ignoré au Togo car les exposants veulent rentrer en même temps dans leurs dépenses » explique-t-elle.

D'autres à l'instar de Kouwovi Thérèse préconise même une organisation deux fois l'an. Globalement, tous les exposants se plaignent du prix trop élevé des stands. Ce prix fixé à 35 000 F serait la cause de l'inoccupation partielle des stands. Approché le responsable CCIT sur le site n'est pas d'avis. Mais pour les exposants, il va falloir revoir le prix, et tenir compte du fait que les exposants viennent autant de Lomé que de Tsévié.

Très dépité, Gaston dénonce quant à lui le manque d'accompagnement.

DESERTION DU SITE DU CENTRE-VILLE ?

Une semaine après l'ouverture de la foire, les stands libres et inoccupés étaient encore nombreux. L'affluence non plus n'a pas été au rendez-vous. Selon Essi, revendeuse de chaussures pour enfants et de jouets, « Les années passées, le 31, il n'y avait pas de place où mettre les pieds. Regardez vous-même comment les allées sont vides. Cette année, les rares clients qui viennent ne font que marchander.

C'est difficile. Les organisateurs mêmes sont conscients c'est pourquoi demain matin [1^{er} janvier ndlr] la foire ouvre ». Ainsi, au lieu que la foire ne ferme le 31 comme cela est de coutume, elle a ouvert le 1^{er} janvier jour de fête. Cela n'a pas changé grand-chose selon les exposants sortis ce jour de fête. Les raisons de cette situation seraient liées à la crise sociopolitique que traverse le pays selon l'avis de plusieurs exposants et visiteurs de la foire questionnés. Jean, la quarantaine, exposant à la grande quinzaine commerciale depuis six ans espère que la situation sera différente l'année prochaine. « La foire de cette année n'a pas tenu toutes ses promesses.

Depuis plusieurs années, j'expose mes produits à chaque édition de la quinzaine. Cette année, on peut dire que la foire a fait un flop. C'est à peine si j'ai fait des bénéfices. Le climat sociopolitique a empêché les gens de fêter comme il se doit. Jamais il n'y a eu aussi peu de personnes à la foire depuis que je participe en tant qu'exposant. Vivement que le climat sociopolitique s'améliore ». « Même si le prix des stands a été légèrement revu, ce n'est pas pour autant que nous allons venir perdre notre temps ici.

Le plan retenu pour la foire et aussi le fait qu'il y ait deux sites pour la même foire n'ont pas permis qu'on vende. Je vais devoir ramener tout ceci alors que j'ai revu les prix. C'est frustrant », tempête Ahoéfa, vendeuse de boissons et de liqueurs, qui accuse la décentralisation de la foire à Adétikopé et l'aménagement du site d'Agbadahonou qui, selon elle n'est pas bien pensé. Ce point de vue, même s'il n'est pas partagé par les visiteurs rencontrés qui évoquent d'autres raisons, est significatif de la déception de certains exposants.

Geneviève et ses deux enfants, sept et trois ans, rencontrés à la foire, tous heureux d'être venus, dit qu'il faut faire plaisir aux enfants quel que soit ce qui se passe dans le pays. « Les querelles des acteurs politiques ne doivent pas empêcher nos enfants de passer de bonnes fêtes de fin d'année. Le climat sociopolitique n'est pas rassurant, c'est pourquoi nous n'achetons que ce qui est strictement nécessaire. On prie que le pays retrouve la quiétude mais en attendant on fête comme on peut ».

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

18%

10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Edem d'ALMEIDA, le Togolais qui transforme les déchets en or ✶ Ibrahim SEYDOU

C'est en ces termes que nos confrères du Monde Afrique, titraient leur dossier sur Africa Global Recycling (AGR), une PME dirigée par Edem d'Almeida et installée à Lomé, dont le métier est le recyclage des déchets. Avec ce pari: rendre leur gestion rentable aussi bien pour l'entreprise que pour ses clients.

A l'instar de la plupart des villes africaines, Lomé est confrontée à d'importantes difficultés de gestion des déchets ménagers. Des dépôts sauvages d'ordures sont installés en différents endroits de la ville et leur gestion reste insuffisante malgré la mise en place en 2007 du Projet Environnement Urbain de Lomé (PEUL), piloté par la municipalité et plusieurs ONG togolaises.

Fort de ce constat, la PME de monsieur d'Almeida implantée

depuis 4 ans à Lomé, ambitionne de changer les choses. Pour lui, il faut sortir du schéma classique et de la politique de l'urgence, consistant en la mise en place d'une pré-collecte ou d'une collecte des déchets qui finissent sur les décharges.

Ce qui mésestime selon lui la dimension environnementale et de développement durable dans la politique de gestion des déchets. De fait, AGR récupère d'abord les déchets dits recyclables et

valorisables auprès des industriels, des administrations etc qui sont ses clients, selon un cahier de charges établi. Ils sont ensuite convoyés vers le centre de tri où ils vont être triés et valorisés selon leur nature.

Aujourd'hui la PME traite une centaine de tonnes de déchets chaque mois, dont quarante-cinq types recyclable parmi lesquels des plastiques et une vingtaine de résines, ou encore une vingtaine de qualité différente de papiers. Une fois triés, les déchets sont revendus à des entreprises européennes qui les transformeront en livres, en tuyaux d'irrigation, en bâches agricoles, en cartons etc.

ECONOMIE CIRCULAIRE :

L'une des caractéristiques du modèle économique de l'AGR, est qu'une partie de l'argent issu de la vente des déchets est reversée au client chez qui l'entreprise les a enlevés. Le client devient alors vendeur et le déchet une matière première. Car monsieur d'Almeida en est convaincu : « la lutte pour la



sauvegarde de la planète ne pourra se faire que si elle est rentable ».

« Prenons l'exemple des papiers de bureau. Nous allons facturer à nos fournisseurs 10 ou 15 francs CFA [environ 0,02 euro] pour un kilo collecté. Nous allons les trier, les conditionner et les vendre 20 ou 25 francs CFA le kilo. Une partie de la différence va revenir à AGR et l'autre au fournisseur. Ça allège le coût de sa gestion des déchets. » explique-t-il.

Depuis la création d'AGR, près d'un million d'euros ont ainsi déjà été reversés à ses entreprises clientes.

Recycler des déchets est rentable assure le jeune entrepreneur. Qui appelle les gouvernants et les décideurs à se mettre autour de la table, d'abord dans un cadre de vrai partenariat, public privé, mais aussi dans un cadre de coopération sud sud.

« Il faut soutenir les initiatives extraordinaires qui naissent un peu partout sur le continent, à travers des mesures incitatives, la fiscalité etc... » plaide-t-il pour un secteur qui selon lui, est générateur d'emplois et fait émerger de nouveaux métiers. (Reportage sur le site du tri d'AGR dans notre prochaine parution)

Edem A. D'Almeida est un Franco-Togolais de 35 ans. Fort de ses dix années d'expérience, il est spécialisé en gestion et valorisation de déchets recyclables et a travaillé au sein du Groupe Suez Environnement avant de rejoindre une filiale du Groupe français SAMSIC comme responsable Filières et Négocier de déchets industriels.

Il crée en 2012, en France, KD-Recycling, une entreprise de

courtage et de négoce de déchets recyclables en matières premières secondaires. En 2013, il co-fonde au Togo Africa Global Recycling avec laquelle il développe une expertise forte sur les questions d'économie verte et de gestion durable des déchets en Afrique.

En 2016, monsieur d'Almeida a été lauréat du Prix International de la Francophonie pour la Jeunesse et les Emplois Verts.

A 60 ans, le bonheur est possible

En Afrique, le vieux est considéré comme «une bibliothèque vivante» et sa mort ressemble à une «bibliothèque qui brûle». Ainsi, le statut du vieillard dans la société traditionnelle est bien précis. Mais celui-ci ne pourra bien jouer son rôle de conservatoire de la société que s'il jouit d'une bonne santé et lorsqu'il vit dans un environnement propice à son épanouissement et à son bonheur.

C'est dans cette perspective que l'Institut national de l'assurance maladie (INAM) a initié la première édition des Universités du 3ème âge qui se sont déroulées les 21 et 22 Décembre 2017 à Lomé.

Durant ces deux jours, ces universités ont proposé aux personnes du troisième âge un programme d'activités qui respectent les conditions, les besoins et les aspirations propres à cet âge de la vie, en mettant à leur profit l'expertise de divers professionnels pour qu'elles aient des réponses à des questions auxquelles elles essaient toute seule de répondre. Le succès de l'initiative qui, jusque là n'existait pas sur le marché togolais, est éclatant puisque plus de 800 personnes ont pris part.

AUGMENTATION DE L'ESPERANCE DE VIE

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une personne âgée est toute personne de plus de

65 ans dans les pays développés et plus de 60 ans dans les pays en voie de développement. En 1954, elles étaient 205 millions dans le monde et en 2015 ce chiffre a quasiment quadruplé.

Au Togo, en 1960 l'espérance de vie était de 40 ans. En 2016, elle est passée à 60 ans. Et selon les prévisions d'ici 2030 on aura 700 000 personnes âgées. Face à l'évolution de l'espérance de vie, les personnes âgées doivent de plus en plus faire face à des maladies ou des dangers liés au vieillissement.

« La santé est notre souci principal. On n'a pas préparé notre vieillesse on a procréé des enfants dans l'espoir que quand nous serons vieux ils vont s'occuper de nous mais hélas, ces enfants même âgés vivent de nos maigres pensions de retraite », témoigne Délali Attiogbé, un retraité de la fonction publique depuis 10 ans. Dans ces conditions, poursuit-il, l'accès aux médicaments, même génériques, est aussi souvent

difficile ce qui fait qu'on se replie et on s'oriente vers l'automédication ou encore vers les tradipraticiens qui semblent plus proches par nature et par leur mentalité.

La sous-alimentation, liée à la pauvreté, difficulté de pouvoir se nourrir ou de s'offrir les repas suivant ses besoins, n'est pas aussi à ignorer. Il y a aussi, parfois, l'alimentation malsaine, quand la personne âgée est nourrie d'aliments impropres à la santé, soit par manque d'hygiène ou de repas sans vitamines. L'alimentation malsaine conduit souvent à l'intoxication alimentaire qui, même traitée, laisse se déclencher plus tard des maladies, comme l'a souligné Dr Gbeasor.

Mais pour Da Silveira Komla Adjévi, ce septuagénaire admis à la retraite depuis trois décennies et qui préside l'Association des personnes âgées, la situation de ces congénères n'est pas alarmante. Il remercie l'INAM qui est venu à la rescousse

des personnes âgées. Toutefois, il émet le vœu que la couverture universelle soit étendue à tous les Togolais

Mme Dossou Myriam, la Directrice de l'INAM, estime que la personne âgée ne devient pas malade subitement le jour où le médecin fait le diagnostic. « C'est aussi parce que dans sa vie d'actif et dans les années qui ont précédé il y a eu des dégradations sur certains organes » a-t-elle commenté. Aussi, a-t-elle recommandé d'avoir des lignes de conduite sur le plan de la nutrition, de la gestion des différentes pathologies, consulter régulièrement les bons médecins, avoir le bon réflexe.

LES CLES DU BONHEUR

Malgré tout une « vieillesse joyeuse » est possible. Selon Dr Michel Serge Kodom, celle-ci passe par trois conditions. Le cadre de vie est le premier facteur influençant le bonheur. Il influe profondément sur la qualité de vie de la population. « Dans quelles conditions vivons-nous : nos chambres, nos maisons, quel est le cadre de vie dans lequel nous vivons », s'est-il interrogé.

Le second facteur non négligeable est l'entourage. Il est important d'avoir de bons amis, d'entretenir de bonnes relations, d'avoir des rencontres annuelles entre trois ou quatre copains.

Et enfin, le troisième facteur du bonheur chez les personnes âgées est la situation financière. Le manque de revenus est le problème le plus crucial pour les personnes âgées. Pas de moyens, pas d'accès aux soins. Pas de logement non plus. Les pensions, lorsqu'elles existent et sont payées, ne dépassent guère 50 000 F CFA par trimestre. Et ces pensions ne concernent que les anciens salariés. Il n'y a rien pour les vieux paysans qui sont réduits à la mendicité.

De ce fait, le débat sur la prise en charge des personnes âgées sur le continent est loin d'être tranché, malgré les nombreuses réunions sur le sujet. Au Togo, il n'existe pas encore de politique spécifique aux personnes âgées. Aujourd'hui, les solutions aux problèmes des personnes âgées se confondent avec les plans nationaux de lutte contre la pauvreté.

La trêve de la raison

A la suite d'une séance de travail avec le bureau du Conseil national du dialogue social (CNDS), le Premier ministre Sélom Klassou a annoncé une reprise du dialogue avec les fédérations syndicales des enseignants du Togo le 11 janvier prochain. Les pourparlers visent à solder définitivement les questions qui sont à l'origine des grèves à répétition des enseignants depuis le début de l'année scolaire en cours.

Aux termes du communiqué gouvernemental ayant sanctionné la rencontre, « c'est préoccupé par les perturbations dans le secteur de l'éducation, qui se manifestent par des grèves à répétition que le gouvernement a saisi le CNDS pour trouver une solution définitive à la situation qui porte préjudice à l'école togolaise ». « Je crois que les mesures seront prises pour permettre au débat de reprendre et surtout pour mettre un terme aux arrêts de travail et aux grèves incessants afin que le secteur de l'éducation puisse évoluer normalement » a commenté confiant, Kondé Sangbana, président du CNDS.

UNE TREVE POUR LE DIALOGUE

Répondant à l'appel du gouvernement, les enseignants de la Coordination des syndicats des enseignants de l'éducation (CSET), ont annoncé qu'il n'y aura pas de grève comme annoncé cette semaine de reprise des cours pour le compte du second trimestre l'année scolaire.

Pour le syndicat frondeur et ses alliés, cette trêve leur permettra d'aller écouter ce que le Premier ministre, Komi Sélom Klassou leur dira le jeudi 11 janvier prochain, relativement au communiqué qu'il a sorti, les appelant aux discussions. Les cours auront



Atchou ATCHA Coordonnateur du CSET

donc normalement lieu en l'issue des négociations.

« Nous demandons aux camarades de reprendre le chemin de l'école et de rester vigilants. Si les discussions n'aboutissent pas, nous irons en mouvement. Nous avons foi que cette fois-ci, nous trouverons une solution », a indiqué Yaovi Atsou-Atcha, coordonnateur de la CSET.

Le dialogue devra aboutir à la satisfaction des revendications relatives à la mise à disposition de la copie du Statut Particulier remise au Premier Ministre (qui soit dû en passant a été élaboré dans une démarche inclusive), l'ouverture des négociations sur la fixation du taux correspondant aux primes et indemnités et de sa date d'effet et l'intégration

des indemnités forfaitaires de vingt mille (20.000) F CFA aux salaires de base des enseignants qui émargent sur la subvention que l'Etat accorde à l'enseignement confessionnel de l'ordre de 850 millions de FCFA dont la gestion est laissée au pouvoir discrétionnaire des autorités confessionnelles.

Ce dialogue est également appelé à solutionner le problème de la révision du traitement des 1045 enseignants confessionnels émargeant sur le budget additionnel de la subvention, la rédaction et la signature d'un texte de convention de partenariat entre le gouvernement et l'enseignement confessionnel et enfin l'organisation d'un concours spécial à l'intention

des enseignants volontaires du secteur public en vue de leur intégration dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.

DISPONIBILITE AFFICHEE DU GOUVERNEMENT

Depuis le début de la crise, le gouvernement a fait montre de la sa disponibilité à rester à l'écoute des syndicats enseignants. « Quand bien même certaines doléances restent exagérées et visiblement destinées à compliquer la situation » commente un membre du CNDS. De fait, le corps enseignant a été doté d'un statut particulier qui constitue un véritable document d'avant-garde pour l'amélioration de la fonction enseignante.

Selon M. Adamah Kankoe, président du comité de rédaction du statut, les travaux de la cellule ont commencé par de larges consultations des acteurs de l'éducation nationale, à savoir : centrales et fédérations syndicales des enseignants représentées ou non au sein du Cadre Permanent de Concertation (CPC), à l'instar de la Coordination des Enseignants du Togo (CSET), les responsables de l'Union Togolaise des Associations des parents d'élèves et étudiants, les représentants des

enseignants confessionnels catholiques et Protestants.

Ces consultations, qui ont commencé à Lomé, se sont étendues à toutes les six régions éducatives de notre pays où des répondants des syndicats d'enseignants, ainsi que les responsables de l'éducation nationale (directeurs régionaux, inspecteurs, conseillers pédagogiques, enseignants désignés par les fédérations et acteurs volontaires) ont versé leurs contributions pour faciliter le travail du comité.

Le comité a ainsi « écouté et recueilli des contributions dans un esprit participatif et dans un engouement réel », selon M. Adamah. Les grands axes de ce projet de statut traitent de la professionnalisation du métier enseignant, de la formation continue, de l'éthique et de la déontologie ; de la carrière enseignante et de son évolution; des droits et avantages ; des obligations et de la discipline ainsi que de la déconcentration.

Parmi les mesures prises par le gouvernement, on note essentiellement que la prime d'incitation à la profession enseignante a été doublée et versée aux enseignants à compter du 1er avril prochain. Une prime unique regroupant la prime d'incitation revalorisée et les autres primes déjà existantes, à savoir celles de la rentrée et de la bibliothèque payable mensuellement a été également mise en place.

NOUVEAU CITROËN C3 AIRCROSS

DESTINÉ À L'AVENTURE...

A PARTIR DE 11.900.000 FCFA TTC

CREATIVE TECHNOLOGIE

CITROËN

cfaomotors

Bd Eyadema BP 332 Lomé
Tél. 22 23 31 00 • cfaotogo@cfaomotors.com

INTERVIEW : KAO MAAYÉLÉ, HUMORISTE

✪ Wilfried ADEGNIKA

« Il faut pérenniser la culture qui constitue notre identité »

Traité souvent de fou, de gros mangeur et surtout de dérangeur, ce jeune KAO Maayélé connu sur la scène sous le nom de Giovanni a toujours su conquérir le public avec son art qu'il exerce avec doigté. Découvrons-le !

Focus Infos : L'humour, c'est ta vocation ?

Kao Maayélé : Avant tout merci pour l'occasion que vous me donnez de m'exprimer sur cet art exceptionnel qu'est l'humour. L'humour n'était pas ma vocation.

Je l'ai croisé lorsque j'étais à l'Université. Je m'étais inscrit en cours de droit pour devenir un juriste. J'ai eu ensuite le désir de militer au sein de l'Association Internationale des Etudiants Juristes (AIEJ) où j'ai fait la connaissance d'Hervé Djessou (le professeur abawoe) qui animait à l'époque l'émission le labo du rire sur la TV2. Dans nos distractions je jouissais d'une aisance à raconter les histoires. Alors Herve m'a invité une fois dans son émission d'où mes débuts dans l'humour. Bref j'ai croisé l'humour.

FI : Qu'est ce qui t'a amené à monter sur les planches ?

KM: Vous savez mes débuts avec Hervé étaient du passe temps. Avec le temps je me suis adapté à son émission d'où j'ai pris goût. Lorsqu'on découvre un art qui nous emporte, nous avons cette chaleur de l'embrasser.

On se donne l'arme de l'essayer. Je pense que c'est ce regard d'essai qui m'a amené à monter sur les planches et de faire du one man show (stand up) dans lequel je me sens plus à l'aise. C'est vrai qu'au début c'était difficile d'autant plus que je n'avais pas une formation de base mais avec le temps on s'est amélioré du fait de suivre les devanciers sur scène que ce soit sur les médias ou dans les spectacles.

Pas plus que quatre mois nous avons bénéficié d'une mise à niveau de la part de Gohou Michel et de Digbeu Cravatte. C'est de là nous nous sommes rendus compte des contours et de la beauté de cet art.

FI : Tu as la boule au ventre, quand tu montes sur scène ?

KM: C'est normal de ressentir cet état de chose lorsqu'on monte sur scène parce qu'on ne sait pas le public qui nous attend. Tu te demandes si le texte que tu vas

interpréter va faire mousser ? Le plus souvent la boule est d'un degré élevé lorsque c'est pour la première fois que tu prestes pour un public que tu ne connais pas. Alors il faut essayer de tout faire pour réussir son entrée sur scène afin de gagner sa confiance. Le plus séduisant c'est de jouer avec le public qui y répond favorablement. Une adhésion y règne et tout part sur des roulettes.

FI : C'est quoi le truc le plus fun, quand on fait un spectacle comique ?

KM: C'est tout simple. L'improvisation et surtout quand tu joues avec le public qui adhère. Je m'explique mieux. Tu prépares un texte que tu dois jouer pour un public. Ton entrée sur scène conquiert le public. Du coup tu commences par jouer avec ce public qui adhère. Ainsi l'improvisation prend le dessus sur le texte qui devait être interprété.

FI : On dit que sur scène, tu es une vraie tornade. D'où tires-tu toute cette énergie ?

KM : C'est trop me faire d'éloges. Quand on s'adonne à une activité on ne peut que faire l'effort de mieux la réussir. De plus la nature ne m'a pas fait timide.

Je fais le maximum d'être en condition avant de monter sur scène. Mais rassurez vous les stupéfiants ne sont pas dans ma mise à condition. Pour moi c'est naturel et ça vient de soi.

FI : Comment écris-tu tes monologues ?

KM: C'est un travail minutieux. Il faut avoir une idée sur le public qui t'écouterà, et mettre en avance une thématique qui te permettra de trouver un titre à ton sujet. De là tu peux t'assurer écrire un bon texte dont son interprétation sera soutenue par des improvisations.

A force de répéter il y a des réajustements qui sont faits parce qu'il y a de nouvelles idées. Tu veux par-dessus tout te surpasser. Comme je l'ai dit plus haut une mise à niveau l'an dernier avec Gohou et Digbeu nous a permis

de revoir comment écrire. Quand tu dis aux gens que l'humour c'est de l'écriture ils sont ébahis et n'y croient pas.

FI : Est-ce qu'il t'arrive de prendre des bides sur scène ?

KM: Tout dépend du public qui



t'écoute et du texte interprété. A mes débuts je peux dire qu'il y avait des manquements mais pas assez pour avoir des bides.. D'ailleurs c'est pourquoi mes scènes sont sélectionnées.

FI : Penses-tu qu'il y ait des sujets que l'on ne peut pas aborder par le rire ?

KM: Tout sujet est susceptible d'être abordé à moins de ne pas bien le maîtriser. La politique, l'amour, le sexe, la religion, l'éducation, l'ethnie.....Mais encore faudrait-il avoir des vannes en ce sens pour soutenir ces sujets.

FI : Quels sont les autres humoristes que tu apprécies ?

KM: Je pense qu'on ne doit pas se limiter à celui-ci ou encore à un autre. On apprend de tout le monde. J'ai eu ce privilège de partager des scènes avec plusieurs du Togo comme alpha Ramsès,

Atchina Gaglo notre doyen, professeur Abawoé, Gbadamassi, Gogoligo, les sénateurs du rire bref l'écurie de l'humour

Et ceux d'ailleurs tels que Adama Dahico, Aga Lawal, le Magnifique, Edou Ondoua, Omar Defunzu, Wallas... J'ai une pensée pieuse pour Agbasco, Folo, Ousmane ainsi que les frères Gafo qui ont laissé un vide dans l'humour

FI : Une personnalité que tu admires

KM: Cette dernière n'est plus de ce monde. Et je crois que c'est son imitation qui m'a fait progresser dans l'humour. Il s'agit du feu président Gnassingbe Eyadema du Togo. Son élégance, son style vestimentaire, son sens de l'humour et surtout ses adages m'ont toujours inspiré. Un exemple de ses adages : « je vous dis n'est ce pas que, celui qui a la diarrhée n'a pas peur de l'obscurité »

FI : Un endroit où tu aimes passer du temps

KM: Le village. J'aime bien mon village au vue de ma culture très riche. De temps à autre je m'y rends pour m'enrichir d'elle et pouvoir la retransmettre car ceux qui nous le transmettent ne vivront pas éternellement. Il faut pérenniser la culture qui constitue notre identité.

FI .. et ton pire moment ?

KM: Il m'est plus souvent difficile de vivre ces moments parce que je suis de nature à ne pas m'énervier. Mais parfois une nouvelle me fait passer un petit moment de stress. Aussi il m'arrive de vivre un tel moment lorsque ma prestation sur scène est mitigée.

FI : Quelles sont les scènes qui t'ont le plus marqué ?

KM: Toutes les scènes m'ont marqué car on apprend toujours quelque chose de nouveau.

FI : Des projets ?

KM: Bien-sûr. Toute personne vit toujours de projets. Ils sont plus d'ordre culturel. Réussir dans l'humour pour que la génération future puisse en profiter. Comme j'ai une passion pour ma tradition, j'espère pouvoir créer un centre culturel touristique pour immortaliser ma tradition dont certaines valeurs tendent à disparaître.

FI : Tes vœux pour le Togo en ce début d'année

KM. Retour à la stabilité au vue de la crise qui prévaut pour un développement prospère. Soyons tous un modèle pour certains.

Charmel

Service Nettoyage

Services d'entretien et de nettoyage commercial, industriel et résidentiel

Propreté - Rapidité - Efficacité



Professionnels

**Traitement de marbre cristallisation - Entretien Bureau - Dératisation
Nettoyage d'ateliers - Entretien de locaux commerciaux - Nettoyage fin de
chantiers - Nettoyage des façades - Enseignes - Entretien sanitaire
Désinsectisation - Lavage de moquettes - Aérogonnage**

Particuliers

**Nétoyage à domicile - Nétoyage des vitres - Shampoing moquettes
Lessivage murs - Décapage sols - Nétoyage après sinistre**

Nos équipements: Autolaveuse, monobrosse, aspirateur ...

L'expert de la propreté ...

Agoè Assiyéyé Carrefour Bleu en face de SYLICONTO

SAHAM ASSURANCE VIE

VIE - DÉCÈS - CAPITALISATION



Rejoignez la grande famille



SAHAM
Assurance Vie|Togo

Avancez Librement

10, Av. Sylvanus Olympio, Tel:(228) 22 22 93 64 / 65, Fax: (228) 22 21 73 58
E-mail:togo@sahamassurance.com